

L'État des lieux et la gestion des résidus ultimes

**Commentaire présenté
au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**

par Manon Dubois

le 13 mai 2021

Monsieur Joseph Zayed, Président
Monsieur Pierre Renaud, Commissaire

En tant que citoyenne qui recycle, composte, achète le plus possible "responsable", en vrac et local, je suis très contente de voir que le gouvernement s'engage, à court terme, de réduire de 50% les déchets qui sont enfouis quotidiennement au Québec.

Pour réduire nos déchets, lutter contre leur pollution et agir contre le réchauffement climatique, il me semble qu'il est essentiel de recycler davantage, de composter plus (y compris pour les restaurateurs, les épiceries et pour les industries agro-alimentaires) mais aussi de consommer moins et de produire avec un souci de durabilité. Tous les maillons de la société - du consommateurs aux industries productrices, des municipalités au gouvernement provincial - tous doivent être impliqués et responsabilisés dans le processus de réduction des déchets ultimes.

La sagesse dirait que pour réduire les déchets ultimes, il faut intervenir à la source, c'est à dire, produire moins et/ou produire avec des matériaux vraiment recyclables. Je constate qu'en tant que consommateur, il est impossible de faire son épicerie sans avoir des emballages, des contenants (à usage unique) qui deviendront des déchets ultimes. Est-ce bien nécessaire d'emballer dans une pellicule de cellophane des brocolis ? De mettre quelques courgettes dans un contenant en styromousse ? Par ailleurs, il est difficile et souvent très coûteux de faire réparer des électroménagers qui ne durent pas aussi longtemps qu'ils pourraient. Consommer en jetant le moins de déchets ultimes possible ne devrait pas être un luxe ou la volonté de quelques citoyens (qui décident d'y mettre du temps et de l'argent) mais bien une façon d'être de la société dont tous en bénéficieraient : moins de pollutions, moins de coûts pour les collectivités, moins d'incinération, moins de sites d'enfouissement, moins de dépenses en santé... C'est dans cette optique que le gouvernement devrait travailler.

1- Selon moi, le gouvernement doit jouer un rôle fondamental en obligeant les entreprises et les industries à :

- utiliser le plus possible des matériaux recyclables à vie ou compostables

- bannir les objets en plastique (comme les coton-tiges, les pailles, les ustensils, les sacs plastiques, bouteilles, etc.) **qui peuvent être fabriqués avec des matériaux compostables ou vraiment recyclables**

- mettre fin au suremballage

- **développer davantage de consignes réutilisables** telles que les "Québec Consignée XXc Refund" et inciter tous les acteurs (industriels, commerçants, consommateurs) à **utiliser des contenants permettant de multiples remplissages**

- **proposer des produits plus durables** (augmenter la durée de garantie offerte à l'achat) et **lutter contre l'obsolescence programmée**

- **instaurer un indice de réparabilité des objets** comme dans d'autres pays, **imposer aux industries d'avoir une garantie de pièces détachées disponibles sur une période d'au moins 20 ans.**

- **soutenir et développer un réseau de réparateurs proposant des services à un coût acceptable.**

2- Le gouvernement doit aussi avoir une politique de réduction de production de plastique

Le gouvernement souhaite consigner les bouteilles/récipients de plastique de plus de 100ml. Or, pour les plastiques, on ne devrait pas parler de recyclage mais de "décyclage" (d'après la chercheuse Nathalie Gontard, directrice de recherche à l'INRA en France dans son livre *Plastique: le grand emballement*, éd. Stock, 2020) car les plastiques, contrairement aux verres et aux métaux, ne sont pas recyclables à l'infini. On peut les recycler une, voir deux fois (selon les types de plastiques), mais ensuite, le plastique n'est plus d'assez bonne qualité pour être réutilisé. Il devient un déchet ultime qui se dégrade très lentement et qui pollue les sols et l'eau. Nous absorbons chaque année l'équivalent d'une carte de crédit de microplastiques via l'eau que nous buvons et notre alimentation (résultat de la dégradation du plastique des années 60-70). Or, nous ne savons pas quels sont les impacts des microplastiques dans notre corps ! Il me semble que c'est donc important d'agir !

C'est intéressant de consigner le plastique pour éviter qu'il se retrouve à la poubelle ou pire dans la nature mais le gouvernement doit vraiment aller plus loin et intervenir sur la réduction de l'utilisation de plastique vierge.

3- Le gouvernement doit informer les citoyens sur l'impact des déchets ultimes, la réalité du recyclage et offrir de vraies solutions

Actuellement, les messages concernant le recyclage et les impacts des déchets ultimes ne reflètent pas la réalité (quand ils existent). Généralement, les déchets ultimes disparaissent de nos yeux mais leur toxicité est toujours présente dans l'environnement. Le recyclage est présenté comme la panacée et nous donne bonne conscience alors que nous devrions supprimer le plus possible le plastique de nos vies et changer certains de nos comportements.

Le gouvernement doit jouer un rôle d'éducation et d'information auprès des citoyens et donner des messages clairs et véridiques sur les réalités du recyclage, la pollution créée par

les déchets ultimes et leurs impacts sur l'environnement et la santé (notamment des générations à venir) et proposer des solutions concrètes et efficaces aux citoyens.

Pour conclure, il y a du pain sur la planche! Le gouvernement pour atteindre ses objectifs doit miser sur l'amélioration de solutions existantes (le "vrai" recyclage et le compostage) mais surtout intervenir à la source. Ainsi, il doit agir sur la réduction de la production du plastique vierge et de tout autres matériaux polluants qui se retrouvent dans les déchets ultimes, obliger les industriels a produire de façon plus durable et avec une vraie politique de réparation, arrêter le surremballage, le gâchis alimentaire... Son rôle est indispensable pour mettre en place des lois, des règlementations, des incitatifs auprès des industriels, des entreprises et aussi des citoyens pour que tous adoptent des comportements différents et plus respectueux de l'environnement. À travers le problème des déchets ultimes, c'est notre avenir qui est en jeu, la santé du Québec et des générations futures....

C'est vital que le gouvernement ait une vision courageuse, à long terme et qu'il se donne les moyens de réussir !